

# Soupçonné d'avoir été l'argentier du génocide, Félicien Kabuga a mené pendant 26 ans une folle cavale avant d'être arrêté à Paris.

Mehdi Ba, Romain Gras

Jeune Afrique, 16 mai 2020

Avait-il changé d'identité? Transformé son visage grâce à une opération de chirurgie esthétique? Était-il encore en vie? Pendant près de vingt-six ans, la traque de Félicien Kabuga a alimenté nombre de rumeurs et généré des lueurs d'espoir successives chez les rescapés, lesquelles devaient s'éteindre inexorablement face à sa capacité inégalée à échapper sans relâche à la justice.

Toujours recherché, jamais rattrapé, celui qui est souvent présenté comme le "financier" du génocide contre les Tutsi, qui fera plus d'un million de morts entre avril et juillet 1994, a finalement été arrêté par la gendarmerie française le 16 mai 2020, à 6h30, dans un appartement d'Asnières-sur-Seine, en banlieue parisienne.

Déarrassé de ses cheveux grisonnants et de ses grosses lunettes, rasé

de près et vêtu d'un sobre pull bleu marine, le fugitif de 84 ans y résidait sous une fausse identité "grâce à une mécanique bien rodée et la complicité de ses enfants", précise le communiqué conjoint du ministère français de la Justice et de la gendarmerie nationale.

*On était très loin de se douter qu'il pouvait se trouver sur le sol français*

"C'est un coup de tonnerre!" Alain Gauthier, cofondateur, avec sa femme Dafroza, du Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), qui traque depuis 2001 les personnes réfugiées en France tout en étant soupçonnées d'avoir pris part au génocide des Tutsi, n'en revient toujours pas : "C'est une immense joie : plus personne n'y croyait! On était très loin de se douter qu'il pouvait se trouver sur le sol français. Il a pro-

bablement bénéficié de soutiens, mais tout cela reste très mystérieux.”

## Richissime et influent

Car pendant plus de vingt-six ans, avec l'appui discret de certains gouvernements et l'aide de proches qui lui sont restés fidèles, Félicien Kabuga est sans cesse parvenu à échapper à la justice, du Kenya à la RDC et de l'Allemagne à France, en passant par la Belgique. Né à Muniga, en préfecture de Byumba, dans le nord du Rwanda, cet homme d'affaires prospère, influent et mystérieux, était un rouage clé du régime de Juvénal Habyarimana, le président hutu qui a régné sur le Rwanda de 1973 à 1994.

Félicien Kabuga était notamment l'un des principaux bailleurs du parti présidentiel, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND). Il a également fondé et financé la tristement célèbre, Radio-Télévision libre des Mille Collines (RTL), qui, à partir de juillet 1993 et jusqu'à la fin du génocide, propagera messages de haines et appels à l'extermination des Tutsi.

## Réseau familial

Au début des années 1990, l'homme est un businessman aux af-

fares florissantes. Il possède entre autres plusieurs centaines d'hectares de plantations de thé, une minoterie, mais aussi un large parc immobilier dans la capitale comprenant hôtels, galerie marchande et propriétés personnelles pour accueillir sa large famille. Car au-delà de sa fortune personnelle, cet homme d'affaires dévoué à la cause du "Hutu Power" jouit d'un autre atout : son réseau familial.

Deux filles, sur ses onze enfants, sont mariées avec des fils du président rwandais, Léon et Jean-Pierre. Deux autres de ses gendres occupent de hautes fonctions. L'un d'eux est Augustin Ndirakobuca, ministre du Plan de 1990 à 1994. L'autre est Fabien Singaye, officiellement deuxième secrétaire de l'ambassade du Rwanda en Suisse mais qui, depuis Berne, surveille activement les opposants au régime soupçonnés d'appartenir au Front patriotique rwandais (FPR). À ce titre, il est en contact avec l'ancien capitaine de la gendarmerie française Paul Barril, ancien numéro deux de la cellule antiterroriste de l'Élysée reconverti ultérieurement dans la sécurité privée, qui épaulera les autorités rwandaises en plein génocide.

## Les familles Habyarimana et Kabuga

Singaye deviendra par la suite le conseiller de l'ex-président centrafricain François Bozizé et participera, comme "traducteur", à l'enquête controversée sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana, d'abord conduite par le juge Jean-Louis Bruguière – lui aussi proche de Paul Barril.

## Réseau Zéro

Son réseau tentaculaire dans les milieux financiers, politiques et diplomatiques du Rwanda de l'époque font de Félicien Kabuga un cadre discret des hautes sphères de l'État et un éléments-clé dans la préparation du génocide. Il aurait notamment été membre de l'Akazu ("la Petite maison", en kinyarwanda) et du "Réseau zéro". Ce cercle restreint, qu'on soupçonne d'avoir été inspiré par la femme de Juvénal Habyarimana, Agathe Kanza – qui réside aujourd'hui en France –, réunissait plusieurs cadres extrémistes du régime, parmi lesquels le colonel Théoneste Bagosora, considéré comme "le cerveau du génocide", Protais Zigiranyirazo, frère de la Première dame, ou encore Séraphin Rwabukumba, lui aussi frère d'Agathe et cadre à la Banque nationale.

*En plus du financement de la RTLM, il a aussi fait importer plus de 580 tonnes de machettes*

"Félicien Kabuga fait partie de ces dignitaires sans qui le génocide n'aurait jamais eu les moyens d'être exécuté aussi rapidement", déclare à *Jeune Afrique* Jean Damascène Bizimana, le secrétaire exécutif de la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG). "Dans les années qui précèdent les massacres, il a joué un rôle d'organisateur dans la répression des Tutsi. Entre 1993 et 1994, en plus du financement de la RTLM, il a aussi fait importer plus de 580 tonnes de machettes, une commande passée à la firme britannique Shillington via la société Rwandex, où travaillait Eugène Mbarushimana, un cadre des Interahamwe [marié à une autre de ses filles, Winnie]", ajoute Jean Damascène Bizimana.

## Contrôle effectif sur les Interahamwe

Des outils agricoles qui seront soigneusement entreposés dans un hangar dont Kabuga est propriétaire, à Kigali, avant d'être distribués à la population pour devenir les armes principales du génocide. Entre avril et juillet 1994, selon l'acte d'accusation du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), l'homme d'affaires est notamment accusé d'avoir planifié le transport d'armes et de miliciens vers Gisenyi, au nord-ouest

du pays. L'acte d'accusation précise d'ailleurs qu'il exerçait "un contrôle effectif" sur les Interahamwe, ces milices placées au cœur de la machine génocidaire.

Il est également accusé par le TPIR d'avoir fondé et présidé le Fonds de défense nationale (FDN), qui avait vocation à aider le gouvernement intérimaire – en fonction pendant le génocide – à financer les milices. Jusqu'en juin 1994, Kabuga aurait aussi organisé de nombreux rendez-vous à l'hôtel Méridien de Gisenyi pour continuer de gérer le financement des tueurs, avant de fuir face à l'avancée des troupes du FPR.

## Aux débuts de la cavale

Alors que les rebelles conduits par Paul Kagame se rendent maître du pays et que les restes du gouvernement génocidaire et de son armée se réfugient dans l'ex-Zaïre (actuelle RDC), sur l'autre rive du lac Kivu, le richissime homme d'affaires ne s'éternise pas parmi eux. Son interminable cavale sous protection débute le 22 juillet 1994. Ce jour-là, muni d'un visa en règle, il parvient à gagner la Confédération helvétique, où il séjournera moins d'un mois avant d'être expulsé.

Repéré par la diaspora rwandaise

en Suisse, il prend la poudre d'escampette avant qu'une plainte puisse être déposée contre lui. Non sans bénéficiaire, selon le site spécialisé Trial Watch, des largesses de la Confédération, qui aurait pris en charge les frais de la famille Kabuga (lui, sa femme et sept de leurs enfants) vers la RDC, pour une somme de 21 302 francs suisses. Avant de quitter le sol helvétique, Félicien Kabuga aurait même eu le temps de se rendre dans une agence de l'Union de banques suisses (UBS) à l'aéroport de Genève-Cointrin pour y retirer de l'argent.

## Protégé par Daniel Arap Moi

Pendant les années suivantes, on perd sa trace. Mais à la fin des années 1990, une rumeur insistante le localise au Kenya. Le président Daniel Arap Moi, qui était proche de son homologue rwandais Juvénal Habyarimana, assassiné le 6 avril 1994, n'a-t-il pas offert un asile complaisant, au lendemain du génocide, à plusieurs personnalités rwandaises impliquées dans les massacres ?

Grâce à sa fortune, évaluée à quelque 20 millions de dollars, Kabuga investit dans le pays et jouit de la protection des plus hautes autorités kényanes, jusqu'au chef de l'État et à son entourage direct. An-

née après année, les enquêteurs du TPIR se heurtent à l'impunité dont jouit sur place "le financier du génocide".

Même quand, en juin 2002, les États-Unis lancent, à Nairobi, une campagne médiatique destinée à l'arrestation de Kabuga, avec à la clé une récompense « pouvant aller jusqu'à 5 millions de dollars », le mur du silence ne se fissure pas. À l'époque, les Américains soupçonnent un membre du cabinet de Moi, Zakayo Cheruiyot, d'aider Kabuga à leur échapper.

Les États-Unis avaient lancé une campagne médiatique avec une récompense à la clé.

En juin 2009, le procureur général du TPIR, Hassan Bubacar Jallow, va jusqu'à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU afin que ce dernier force les autorités kényanes à prouver que Kabuga a réellement quitté le pays, comme elles le prétendent.

Depuis plusieurs années déjà, la pression monte sur Mwai Kibaki, qui a succédé à Daniel arap Moi en 2002, notamment du côté américain. Au mois de novembre suivant, à Nairobi, Stephen Rapp, l'ambassadeur extraordinaire des États-Unis en charge des crimes de guerre affirme que Félicien Kabuga, l'un des onze suspects rwandais alors recherchés par le TPIR, se trouve toujours au Kenya. Avant lui, ses prédécesseurs, Pierre-Richard Prosper et Clint Williamson, avaient tenu le même langage.

## Une clé USB compromettante

Félicien Kabuga se trouve-t-il toujours au Kenya à cette date? Rien n'est moins sûr. Car deux ans plus tôt, c'est près de Francfort, en Allemagne, que les enquêteurs lancés à ses trousses ont retrouvé sa trace.

Le 7 septembre 2007, des policiers allemands frappent à la porte du domicile d'un de ses nombreux gendres, Augustin Ngirabatware. Ministre du Plan du gouvernement génocidaire entre avril et juillet 1994, lui aussi est recherché par le TPIR, qui le condamnera plusieurs années plus tard à une peine de 30 ans de prison.

À la vue des policiers venus l'interpeller, Ngirabatware sort une clé USB de sa poche, la jette au sol et la détruit à coups de talon. Maîtrisé par les policiers, il est placé en détention. Que cherchait-il donc à cacher? Pour en avoir le cœur net, les enquêteurs décident de confier les débris de l'appareil à un laboratoire d'analyse. Il faudra plusieurs semaines pour les faire parler. Les techniciens parviennent toutefois à en extraire plusieurs documents dont au moins un est intéressant : une facture d'hôpital, d'un montant d'environ 5 000 euros, au nom d'un citoyen tanzanien venu recevoir des soins pour « insuffisance respiratoire chronique ».

Les recherches de la police allemande lui permettent finalement d'identifier le mystérieux patient. Il s'agit de Félicien Kabuga. Munis de la photo figurant sur le passeport avec lequel celui-ci est entré sur le territoire, les policiers mènent une enquête de voisinage qui leur permet d'apprendre que le présumé génocidaire recherché par toutes les polices du monde a bien séjourné dans la maison de son gendre. Des témoins l'ont vu se déplacer avec une canne anglaise. Selon certains indices, il était même encore dans la propriété le jour de l'interpellation.

## Réseaux en Europe

“Félicien Kabuga était un proche du président Habyarimana et il a tissé des réseaux au plus haut niveau avant même le génocide, notamment au Kenya où il possédait des propriétés, analyse Jean Damascène Bizimana, de la CNLG. Ses moyens financiers et les soutiens dont il bénéficiait au sein de la haute administration, de la police et des services de renseignement kenyans lui ont ainsi permis d'échapper pendant de longues années aux investigations des enquêteurs du TPIR. Certains informateurs qui avaient aidé à le localiser ont même été assassinés.”

Aurait-il bénéficié de telles complacités en Europe? “Oui, il y en-

tretenait des réseaux semblables, ce qui lui a permis de franchir impunément les frontières avec des passeports de complaisance, sous un faux nom, ajoute Jean Damascène Bizimana. Outre Kabuga, d'autres criminels recherchés, comme le major Prottais Mpiranya, ont d'ailleurs bénéficié du même type de soutiens de la part de personnalités restées fidèles à l'ancien régime génocidaire. Ces milieux-là continuent de fonctionner, alimentés par les moyens matériels et financiers de Félicien Kabuga.”

## Fin d'exil en France

Le paradoxe de cette fin de cavale qui aura duré un quart de siècle n'est pas le moindre. Le 16 mai, ce sont finalement les gendarmes français de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité (OCLCH), appuyés par le Groupe d'observation et de surveillance de la gendarmerie d'Île-de-France et un peloton de la garde républicaine qui auront mis un point final à la longue impunité de Félicien Kabuga, dans un appartement anonyme situé à un jet de pierre de Paris.

Sur Twitter, l'historien Florent Piton, spécialiste du Rwanda, s'interrogeait quelques heures plus tard : “Depuis quand, et par quels moyens, un homme inculpé par le TPIR depuis 1997 et cité dès 1994 comme

l'un de ceux soupçonnés d'avoir joué un rôle majeur dans le génocide des Tutsi a-t-il pu s'installer et vivre en France ?”

Aurait-il trouvé dans ce pays, outre “la complicité de ses enfants” évoquée dans le communiqué du ministère de la Justice, des réseaux complaisants et influents ? En novembre 1999, son gendre Augustin Ngirabatware avait échappé de peu à une arrestation alors qu'il résidait dans le XIIIe arrondissement de Paris. Il avait alors pour avocat un ancien ministre français de la Coopération, Michel Aurillac... qui défendait par ailleurs les intérêts de la famille Kabuga.

À cette date, Ngirabatware pouvait circuler librement, muni d'un passeport gabonais. Et selon des documents exhumés par le chercheur français André Guichaoua, le chef du protocole du ministère français des Affaires étrangères lui avait alors accordé une carte spéciale du Service des Immunités et Privilèges faisant fonction de titre de séjour et valable jusqu'à avril 2000.

Avec son arrestation, tant attendue, ce sont aussi les complicités multiples qui ont été apportées pendant 25 ans à Félicien Kabuga qui risquent d'être mises à nu.

Mehdi Ba et Romain Gras